

**Déclaration d'Eric Bergeault,  
élu du personnel de l'ENST,  
au CA du GET,  
le 27 avril 2004**

Avant d'envisager le renouvellement de Marc Peyrade aux fonctions de Directeur de notre École, il convient de rappeler les objectifs qu'il s'était fixé à son arrivée en 1998 et d'évaluer de manière factuelle son bilan après deux mandats de trois ans.

### **I Enseignement**

En matière d'enseignement, nous ne pouvons que constater une forte régression du rang de l'École comparé à celui des autres Grandes Écoles notamment au travers d'une baisse sensible du rang d'intégration. L'École a reculé derrière Sup-Aero et se trouve désormais au même niveau que l'ENSTA. Or, lors d'un Conseil d'École en 1998, Marc Peyrade s'était fixé comme objectif de passer devant les Ponts voire les Mines. On ne peut que constater un échec par rapport à l'objectif fixé.

En ce qui concerne le recrutement, le nombre de reçus en Admission Sur Titre a considérablement baissé (30 élèves en 2003). Il en va de même pour les Polytechniciens. Force est de constater que la communication, présentée comme remède miracle pour enrayer ces baisses, n'a pas eu les effets escomptés. Ce résultat n'est pas surprenant dans la mesure où seule une politique ambitieuse de recrutement, menée en concertation avec les Enseignants-Chercheurs et recueillant l'adhésion de tout le personnel, aurait pu enrayer le déclin (par exemple au travers de recrutement en partenariat avec les Universités en s'appuyant sur les réseaux des Enseignants-Chercheurs).

L'École n'a su ni s'adapter ni s'ouvrir au monde extérieur. Certes, nous avons mené une réforme de l'enseignement qui a mené au système de briques tout en maintenant la trimestrialisation des Études. Mais cette réforme décorrélée de la réforme de l'Enseignement Supérieur dite LMD apparaît dès lors comme un non-sens. Il est anormalement étonnant que l'École ne se soit toujours pas positionnée par rapport au LMD et que le Comité d'Enseignement n'est jamais été consulté à ce propos. Comment dans ces conditions faire face efficacement au problème de recrutement ?

## **II Finances**

En ce qui concerne la gestion de l'École, Marc Peyrade a mené une politique budgétaire suicidaire dont voici quelques résultats :

On constate un investissement démesuré dans l'immobilier qui représente 50% du budget d'investissement total de l'École. Devons nous rappeler le coût pharaonique du site Dareau dont nous disposons en location (oui, en location !) : 1,75ME en 2002, 2.29ME en 2003, 1,6ME en 2004. Or, comme l'a reconnu Marc Peyrade lors du dernier CTP, ce bâtiment ne servira qu'à héberger transitoirement le personnel touché par les travaux dans les mezzanines du site Barrault. La lutte contre ce gaspillage de l'argent public a mobilisé le personnel dans un conflit très dur dont certains du Conseil d'Administration doivent encore se souvenir.

La politique budgétaire de Marc Peyrade a conduit à un effondrement des budgets d'investissement : -31% en matériel informatique en 2003, -70% en équipements pédagogiques et de laboratoire en 2 ans en dépit des années de croissance. Ce désinvestissement menace à court terme la recherche et nos capacités à enseigner autrement et va à l'encontre de la stratégie définie par Marc Peyrade : travail en projets, internationalisation, venues de grands professeurs avec toujours moins de moyens.

La politique budgétaire de Marc Peyrade a conduit également au déclin des départements scientifiques. En effet, les ressources propres représentent désormais plus de 85% des ressources totales des départements induisant d'une part une pression de tous les instants sur les Enseignants-Chercheurs dans le seul but de négocier et d'exécuter des contrats de "recherche" et résultant d'autre part par une baisse générale de la qualité de la Recherche comme l'a constatée le CNRS.

## **III Recherche**

Les conséquences de cette politique budgétaire sont accentuées par l'absence d'une politique de l'Enseignement et de la Recherche, définie en concertation avec les Enseignants-Chercheurs et leurs représentants aux Comités de l'Enseignement et de la Recherche. La seule politique connue est la répartition de la Subvention d'Etat par département au prorata du Chiffre d'Affaire sur Contrats! Comment qualifier également cette volonté d'opposer systématiquement le GET au CNRS, à l'INRIA, à l'Université ou aux autres Grandes Écoles.

Par ailleurs, Marc Peyrade a mené une politique de l'emploi et du recrutement indigne d'un établissement public. Alors que le personnel dépassait les objectifs de ressources propres (augmentation de 59% depuis 2000 alors qu'il était prévu 50% en 2005 en plein emploi), alors que le personnel gagnait 10% de productivité liée à

la mise en oeuvre de la RTT, alors que le personnel Enseignant-Chercheur assumait une surcharge de travail de 20% liée à la réforme de l'Enseignement, le Directeur échouait en pleine croissance à atteindre le plein emploi prévu par le plan de développement.

Ainsi en 2003, nous sommes à un déficit de 26 emplois dont 24 Enseignants-Chercheurs. Or le Directeur s'était fixé comme objectif d'atteindre un ratio Enseignant-Chercheur / Autre Personnel de 50% en 2004. Une fois de plus, l'objectif n'est pas atteint puisque nous sommes passés de 48,5% en 2000 à 47,9% en 2004. La tendance s'est inversée alors même qu'au niveau GET ce ratio est passé durant la même période de 46,2% à 48,7%.

Que dire aussi de la politique de recrutement effectuée sans concertation, sans aucune référence à une politique de l'Enseignement et de la Recherche, dans l'opacité la plus totale et au mépris des règles de droit et de déontologie. La dernière conséquence en est que la dernière commission d'appellation a invalidé les appellations de deux Enseignants-Chercheurs recrutés directement par la Direction.

#### **IV Management**

Enfin le personnel rejette en bloc les méthodes de management de Marc Peyrade, qui fait à peine semblant de dialoguer, pour mieux justifier des décisions autoritaires et brutales.

Le personnel est à bout en raison de ces conflits incessants : conflit Dareau, conflit sur la promotion d'un Enseignant-Chercheur, conflit à propos de la Commission des Programmes, conflits à répétition sur les recrutements, conflit sur la gestion des activités extérieures, conflit à propos de la Commission d'Appellation, conflits avec les partenaires sociaux (un dialogue social jeté aux orties depuis bien longtemps), conflit au sein de la Direction (15 personnes de la Direction proches de Marc Peyrade sont parties) et enfin conflit avec les Élèves.

Le personnel est accablé de voir l'École être mise au service de l'ambition de Marc Peyrade. L'École doit être ouverte vers son environnement, doit être à l'écoute de la société dans son ensemble et pas uniquement à l'écoute des sociétés privées. L'École veut travailler tout simplement dans le calme et la sérénité plutôt que de subir une énième réforme, celle des départements alors que même les cadres susceptibles de mener de cette réforme, Professeurs et Directeurs d'Étude, ont exprimé leur défiance à l'égard de Marc Peyrade.

En effet, le personnel s'est exprimé lors d'une consultation le 6 avril 2004 pour un NON au renouvellement de Marc Peyrade à 71,2% avec une participation jamais égalée de 65%. Plus dramatique encore, l'encadrement de l'École s'est également

opposé au renouvellement de Marc Peyrade puisqu'une motion du collège des Professeurs et Directeurs d'Étude présentée en Conseil d'École a recueilli 35 signatures sur 39 dont plusieurs chefs de département et chefs de groupe.

## **V Conclusion**

Je rappellerai les propos tenus par Marc Oberlé au Conseil d'École du 6 juillet 1998 : « Nous recherchons un candidat bénéficiant simultanément d'une bonne connaissance du monde de la Recherche, de l'Enseignement et de l'Entreprise ». Cette question n'a jamais été autant d'actualité. Quand à Marc Peyrade qui le même jour affirmait vouloir appliquer les principes de l'Entreprise à l'École, nous dirons qu'il est effectivement temps pour lui de les appliquer.

Un chef d'entreprise qui n'a plus la confiance de ses clients (élèves), de ses salariés, des partenaires sociaux, de son équipe dirigeante, parce qu'il n'a pas su atteindre les objectifs qu'il s'était lui-même fixé, doit en tirer les conclusions qui s'imposent et laisser sa place.

Le renouvellement de Marc Peyrade constituerait un réel danger pour l'ENST qui s'enliserait inévitablement dans des conflits aggravant l'ambiance délétère qui y règne la mettant irrémédiablement sur la voie du déclin.